JURNAL DIE RUUBAIX

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

PRIK DE L'ABONNEMENT

Roubaix-Tourcoing: Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.

Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne: Trois mois, 15 francs.

La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AYANCE. - TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'A RÉCEPTION D'AY'S CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION 17, RUE NEUVE, 17

Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIX. - A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis. Puris, chez MM. Havas, Lafrith et C', place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34

Bruxelles, à l'Office de Publicité.

ROUBAIX, LE 23 JUIN 1886

C'EST FAIT

Le Sénat n'apas failli à sa triste renom mée. Par 141 voix contre 107, il a voté la loi odieuse que la Chambre lui avail soumise. O l'avait menacé de mort ; il a eu peur; il a eu peur de se mettre en opposition avec la Chambre qui le méprise; il a eu peur de contrarier les radicaux, peur d'embarrasser M. de Freyciuet. Un vent d'affollement et de lâcheté cruelle a passé sur les pouvoirs publics. La Chambre a eu peur de la situation que lui avait faite 'sa propre politique; M. de Freycinet a eu peur de perdre son portefeuille; le Sénat a eu peur pour lui-même, et M. Grévy a cédé également à la peur en consentant à signer le décret de proscription.

Demain, les princes seront chassés de leur domicile, et s'ils ne devancent pas les agents de police, on les poussera brutalement hors de leur patrie. Pourquoi. Qu'ontils fait? Les plus enragés des proscripteurs ne sauraient donner une raison. A qui fera-t-on prendre au sérieux le prétexte tiré de la soirée de l'hôtel de Galliera, du gouvernement occulte, etc? La verité, c'est que le parti qui est aux affaires depuis neuf ans s'aperçoit du discrédit dans lequel il est tombé, c'est qu'il sent s'effondrer sous lui le piédestal si péniblement élevé, et que ne voulant pas attribuer cette déconsidération à ses propres fautes, il l'impute aux princes. Il se venge sur cux des affronts qu'il a reçis.

Les promoteurs de la loi qui vient d'être watée peuvent se réjouiret êtrefiers d'euxmêmes. Ils se sont démenés pendant plusieurs mois; ils ont étudié les faiblesses de chacun des membres douteux de la Chambre et du Sénat; ils ont évalué les consciences et débattu les prix des votes; ils se son't donné beaucoup de mal, mais ils ont réuss'i; ils ont obtenu un résultat: quatre citoyen. français vont partir pour l'étranger. Par coutre, le pays a été troublé pendant plusieurs' semaines, les affaires publiques ont été n'égligées, et nous n'avons plus en Europe que des antipa-tgies, sinon des haines. Man's on ne saurait payer trop cher l'honneur d'objeir au mot d'ordre des Michelin, des Peyrat, des Madier de Montjau et d'emprunter à la Convention ses procédés de gouvernement: l'exil, après la persecution religieuse... en attendant le reste.

Le 22 juin marquera une date d'us l'histoire moderne. Ce jour-là, une politique nouvelle aura été inaugurée, qui n'a de but que la satisfaction des amourspropres et des ambitions, de moyen que la violation du droit, la fourberie et la violence, de sanction que le bon plaisir des énergumènes. Jusqu'où ira-t-on? Nous ne tarderons pas à nous apercevoir qu'on marchera à pas de géant dans cette voie. fait isolé; ce n'est pas un dénouement, c'est un point de départ.

Certes, M. de Freycinet s'est défendu hier d'être partisan de la confiscation des biens, mais peut-il répondre de ses successeurs ? Il l'a dit lui-même, c'est déjà beaucoup de répondre de soi-même. Et le mouvement vers l'extremegauche, vers le radicalisme exagéré est tellement évident pour chacun que le président du conseil a éprouvé le besoin d'affirmer qu'il avait déployé une grande énergie contre les partis avancés.

A l'entendre, il faut nous féliciter, nous considérer comme particulièrement heureux que l'anniversaire de la Commune se soit passé sans barricades. En vérité, si l'on n'était pas content, on serait difficile.

C'est à l'aide d'arguments de ce genre que M. de Freycinet a défendu la loi de proscription. Enfin, la péroraison de M. de Freycinet a été un suprême appel à la concentration des forces républicaines. Elle s'est faite hier sur une loi d'ostracisme. On verra ce qu'elle durera.

L'Officiel publie aujourd'hui même la loi d'expulsion. En voici le texte :

LOI relative aux membres des familles ayant régné en France

Le Sénat et la Chambre des députés ont

adopté, Le Président de la République promulge la loi

dont la teneur suit :
Art. 1 - Le territoire de la République est et demeure interdit aux chess des samilles ayant

regné en France et à leurs héritiers directs, dans

Art. 2. — Le Gouvernement est autorisé à inter-dire le territoire de la République aux autres mem-bres de ces familles. L'interdiction est prononcée par un décret du président de la République, rendu en conseil des ministres.

Art. 3. - Celui qui, en violation de l'interdiction, sera trouvé en France, en Algérie ou dans les colonies, sera puni d'un emprisonnement de deux à c'nq ans. A l'expiration de sa peine, il sera reconduit à la

Art. 4 .- Les membres des familles avant règné

en France ne pourrout entrer dans les armées de terre et de mer, ni exercer aucune fonction publi-que, ni aucun maudat électif. La présente loi, déliberée et adoptée par le Sénat

et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 22 juin 1836.

Par le Président de la République, Le garde des sceaux, ministre de la justice, DEMOLB. Le ministre de l'intérieur,

SARRIEN.

NOUVELLES DU JOUR

Les décorations

Paris, 22 juin. — Le Couseil de l'ordre national de la Légion d'honneur s'est réuni aujourd'hui, mardi, à une heure, sous la présidence de M. le général Faidherhe, grand-chaucetier. Cette réunion avait exclusivement pour but de prendre les dernières éécisions relatives aux décorations à accorder à l'armée à l'occasion de la fête du 14 Juillet.

Les nominations ou promotions faites dans l'armée comprennent 400 chevaliers, 83 officiers, 10 commandeurs et 6 grands officiers.

Lune explosion à Bouen

Une explosion à Rouen Rouen, 22 juin. — Une explosion a eu lieu ce matin, au quai Mont-Ribosdet, dans une raffinematin, au quai mont-rivosset, dans une rainne-rie de pétrole de M. Luciline. Quatre ouvriers ont été brulés, trois sont dans un état désespèré. Le directeur de l'usine et un vérificateur de l'octroi ont été blessès moins grièvement en portant se-cours aux victimes.

Les Mines

Paris, 22 juin. —M. Baihaut a écrit à M. Laur qu'il acceptait la distraction des dispositions relatives à la déchéance des compagnies minières du projet sur les mines. On en ferait une loi spéciale qui pourrait être votée avant les vacances. La commission pour examiner le projet sera nommée mardi prochain.

Les élections anglaises

Les elections anglaises
S'il fauten juger par la manière dont s'engage
la lutte, les probabilités semblent être en faveur
d'une éclatante victoire pour M. Gladstone. Il a
êté mis en minorité de trente voix par la Chambre
des communes. Ses amis espirent fermement que
le pays lui donnera une majorité au moins égale,
et cet espoir, pour le présent, ne semble pas démesure.

Pendant que M. de Freycinct obtenait un succès au Sénat, on sait à quel prix, M. Develle, ministre de l'agriculture, se faisait battre à la Chamhre, qui, contrairement à sa demande, donnait la priorité à la discussion de la surtaxe des céréales sur le projet de loi d'enseignement primaire. C'est non seulement une défaite, mais un gros embarras pour le ministère. Il s'était montré jusqu'ici protec-tionniste dans le Nord et libre-échangiste dans le Midi. Il va opinion à Paris, et ce ne se.

REVUE DE LA PRESSE

eurs du jour. Voici ce qu'écrit M. Henri Rochefort :

« Le Sénat a voté de trac et à la force du poi gnet. Ces excellents pères conscrits, qui sont encore plus prudents que jurisprudents, ont comencore plus prudents que jurisprudents, ont com-pris que leur propre expulsion des salles du Luxem-bourg était subordonnée à celle des princes; et comme ils tiennent encore plus à leur neut mille livres tournois qu'à la branche cadette, ils se sont décides à sacrifier Philippe VII sur l'autel de leur intérêt.

decides a sacrifier Philippe VII sur l'autel de leur intérêt.

> Cette solution, venant après la nomination d'une commission aux deux tiers défavorable au projet du gouvernement, prouve surtout que pour faire reculer les sénateurs, il s'agit simplement de marcher contre eux. Ils ont bien crie, bien discouru, bien exécuté des fantasias avec leurs conteaux à papier; puis, quand ils ont vu qu'en refusant la loi d'exil, ils allaient signer leur arrêt de mort politique, ils se sont soumis, l'ame déchirée, et ont laissé, sans aufre protestation, Philippe VII monter sur le yacht qui l'attendait au Tréport.

> M. Rochefort signifie ensuite au gouvernement qu'il devra marcher plus que jamais dans les voies ra-ficales et qu'il ne pourra plus se ser-

ment qu'il devra marcher plus que jamais dans les voies radicales et qu'il ne pourra plus se ser-vir du prétexte de l'opposition du Sénat.

Nous espérous que, désormais, les députés et les ministres ne nous opposeront plus la prétendue résistance du Sénat aux réformes qu'ils n'osent présenter, de peur d'un échec auprès de la Cham-bre haute.

Voici la fin de l'article de l'Intransigeant: Il faut reconnaître que, dans ce duel d'ambiin laut recomatire que, dans ce duel d'ambi-tions, M. de Freycinet s'est montré de beaucoup le plus habile à manier un dard. Il a réduit l'ex-pulsion à sa plus simple expression, en expliquant aux droitiers que, s'ils s'agitaient par trop, on expulserait nen-seulement la descendance directe, mais aussi les collateraux; et il a dit aux oppor-

tunistes comme aux radicaux :

« Laissez-moi le duc d'Aumale, je vous livre le

comte de Paris. >
Cette cote mal taillée a fini par donner à tout le monde une demi-satisfaction, et M. de Freyeinet sort du débat plus solide qu'auparavant comme ministre, et plus candidat que jamais à la prési-

dence de la République. Le coup est donc manqué pour les opportunistes, et nous sommes surs qu'à cette heure, l'austère Brisson est au moins aussi décanteuancé que Philippe VII. Ce dont nous sommes sur également, c'est que l'opportunisme, battu à plates coutures dans cette circonstance, va essayer prochainement une re-vanche, pour laquelle toutes les occasions lui se-pont bonnes. ront bonnes.

Nous ignorous si les prétendants serout moins dar gereux à Mons, qui est à trois heures et demie de Paris, qu'à Eu, qui eu est à quatre heures un quart; mais nous ne sommes pas précisément fâ-ché de vour les machinations de Brisson et de Ferrv leur retomber ainsi sur le nez.

Dès aujourd'hui, dit le Radical, le programme du parti républicain est donc tout

Elimitation impitoyable du personnel administratif de tout partisan des prétendants expulsés; Remaniement complet des lois monarchistes qui nous régissent encore.

La Justice s'exprime ainsi:

Si le départ des princes ne devait pas être le signal d'une nouvelle politique républicaine, ap-pliquée, plus active, tonant les promesses faites, la loi que les chambres vienn ent de voter n'aurait aucun sens.

Si la loi d'expulsion des princes avait été rejetée, dit la République Française; au-jourd'hui, d'un bout à l'autre du territoire ce vote eut été interprêté comme la défaite de la République, comme l'aurore d'une Restauration. Le Sénat a compris le péril: il a évité ce malheur au régime dont il est le plus ferme soutien. Maintenant, ajoute la République Fran-

çaise, le cable est coupé à droite; il faut - et sans retard - couper l'autre câble.

L'organe de l'Elysée, La Paix, dit que conalgré les finasseries de la droite la majorité a été écrasante et le Sénat a montré, une fois de plus,qu'il n'entendait pas se prêter aux manœuvres des réactionnaires, ni profiter du voile de l'anonyme pour abriter des faiblesses indignes d'un corps politique. »

Voici maintenant quelque extraits des journaux de droite:

La Révolution arrive, dit le Soleil, et on l'entend qui monte comme la mer!

Pendant ce temps là M. de Freycinet exile

des princes ! Voilà du temps et du courage bien employés.

Pour le Gaulois : « La République a fait tomber le dernier bandeau qui pouvait encore boucher les yeux à quelques honnètes genset le vide se fera de plus en plus autour d'elle. Elle va se voir mise en quarantaine dans le pays qu'elle est censée gouverner. »

Le Figaro:

Ainsi qu'on le prévoyait, le Sénat a contre-signé la loi de proscription. Voilà M. le comte de Paris salué roi par ses ennemis eux-mêmes.

» La royauté de nos jours n'est plus ce métier somptueux et facile que Louis XV fut le dernier à exercer; c'est une fonction penible, un lourd de-voir, mais le coup qui frappe le Prince resserrera d'autant les liens qui attachent ses fidèles à sa fortune. Ils lui avaient sacrifié places, positions, avenir de leurs enfants; à son tour, il leur sacrifie avenir de leurs enlants; a son tour, il leur sacrine les douceurs de la patrie reconquise et les commodités de la politique expectante.

« Ne nous attardons point en plaintes vaines: il s'agit bien pluidt de prouver à ceux qui font semblant de croire qu'ils ont sauvé la République

que ses adversaires restent en face d'elle, aussi ardents, aussi peu découragés qu'hier. Tant qu'une lui opportuniste ne sera pas venue briser notre plume dans notre main, nous continuerons à "resser sans relàche le bilan des fautes commises,

contre le courant de désagrégation qui Donnons d'abord la parole aux triompha-eurs du jour. Voici ce qu'écrit M. Henri à lutte. · Commune essale de

ressusciter et d'agiter sa loque roug-passe. Les officieux osent parler d'un gou ment occulte quand les chefs apparents du gouver-nement sont forcès d'obéir à M. Crozet-Fourneynehieu sont iorces d'oper à M. Crozet-rourney-ron, qui est en somme le triomphateur d'hier, et à la Lanterne, qui a lancé le canard du complot mo-narchiste, et à M. Clémenceau, et aux opportu-nistes, et à tout le monde. Ah! c'estun joil pouvoir que possède là M. de Freycinet, et nous compre-

ons qu'il s'y cramponne.

» C'est ui qui sort de ces débats le plus diminué > C'est ui qui sort de ces denats le pius diminue le plus déconsidéré; quant à la République, elle n'a, comme on sait, pas grand'chose à perdre comme dignité et comme considération. Ce qui ne veut pas dire d'ailleurs qu'elle soit si malade qu'on feint de le croire: les mauvaises habitudes qu'on feint de le croire : les mauvaises habitud ne sont-elles pas les plus difficiles à déraciner ?

Dans l'Autorité, M. Paul de Cassagnac dit que le Sénat s'est incliné làchement et il pour-

« Comme nous l'avions prévu, le Sénat s'est incliné làchement et, après un semblant de résis-tance qui rehausse singulièrement son infamie finale, il a voté l'exil des Princes.
» Nous playions me d'illusions on le sait

Nous n'avicas pas d'illusions, on le sait. Aussi ne sommes-nous pas surpris de voir es vieillards STUPIDES, comme disait Hernani ces vieillards STUPIDES, comme disait Hernam au vieux Sylva, entboiter le pas derrière les énergumènes du Palais-Bourbon, d'une jambe qui traine et d'un cœur qui défaille.

* Le gouvernement avait sonné l'hallali des familles sonvaraiges et n'avant qu'une neur, celle

milles souveraines et, n'ayant qu'une peur, celle de rester en arrière, les limiers poussifs du soffra-ge restreint ont voulu prendre part à la curée, sauf à y laisser la dernière dent de leur machoire branlante. > C'était indiqué.

> On les avait menacés d'une punition venge-

» Pouvaient-ils hésiter entre l'honneur et l'argent, ces retraités de la politique, ces invalides de la République, ces buralistes de tabao parlemen-

à la joie d'écarter l'éternelle flétrissure qui, de leurs fronts souillés, rejaillit désormais sur le front de leurs enfants. L'a liste de ces vienx scélérats, nous la gravous nacante:

dans notre cœur et nous nous souviendrons. > Voici la fin de ce vigoureux article :

◆ Donc et passant par-dessus le centenaire de 789, qu'on emjambe pour aller plus vite, voici le entenaire de 1792 qu'on va fêter.
 ♣ La proscription fait entendre sa voix lu-

 Aujourd'hui le crieur public va dans les rues Aujoura nui le crieur public va dans les rues et les campagnes épcler les noms des Napoléons et des d'Orlèans.

Les autres listes viendroat bientôt.

Après les chefs, les soldats!

Nous nous y attendons et les évènements nous

trouveront à leur hauteur, quelque grands qu'ils

> Et vous nobles et augustes Proscrits, sans dis-> Et vous nobles et augustes Proscrits, sans distinction de race ou de nom, que vous apparteniez
au droit populaire ou au droit divin, et que nous
entourons tous de notre patriotique piété, n'oubliez pas, n'oubliez jamais, au milieu de votre légitime douleur, que le sang des Chouans ou des
Brigands de la Loire coule dans bien des veines
françaises et que, lorsque vous l'ordonnerez, nous
nous lèverons! nous lèverons!

> Princes au revoir! Paul DE Cassagnac.>

CE QU'IL FAUDRAIT FAIRE **EN ANNAM & AU TONKIN**

Il nous est arriré d'écrire un jour ici, à propos de nos embarras en Indo-Chine: Il faut nous ap-puyer sur les chrétiess; il faut leur donner des armes et de l'argent. Nous aurons en eux des alliés et nous affirmerons à tout jamais notre situation. Cette idée a fait beaucoup rire des gens qui ne sa-vent pas le premier mot de ce qui se passe dans l'Extrême-Orient et elle nous a valu les spirituels

brocarts d'une petite feuille radicale.

Or, voici ce que nous lisons dans les études et les souvenirs que publie en ce moment dans l'Arvenir militaire un officier qui a fait la campagne de Tochin.

Laissez-moi vous dire quelques mots d'un sujet par-

Laissez-moi vous dire quelques mots d'un sujet particulièrement délicat et complexe àtraiter: la question
des missions catholiques en Annam et au Tonkin.
Aux premières questions que l'on pose sur ce sujet
en arrivant en Annam, voici à peu près tout ce que
l'on apprend. Ces missions sont desservies par des
Pères espagnols ou par des Pères français. L'Annam
ne compte que des missions françaises; au Tonkin,
les missions espagnoles tiennent un peu plus de la
moitié du pays.
Les missionnaires français constituent certainement une force sérieuse qui, si on avait voulu l'em-

motite du pays.

Les missionnaires français constituent certainement une force sérieuse qui, si on avait voulu l'employer, eût pu produire des résultats surprenants comme rapidité et comme certitude. Il suffisait d'armer les boudhistes, et nous tenions le pays entier par une milice de l'initideité de laquelle une mort terrible eût été la conséquence immédiate.

Cédant à une politique que je n'al pas à apprécier fci, on a jugé plus adroit de désarmer teut le monde...; et les paiens, bientôt réarmés par les Chinois ou par les robelles, ont massoré quatorze mille chrétiens dans quelques mois à quelques kilomètres de nos colonnes impuissantes. Ce n'était pas l'esprit religieux qui dictait de telles hécatombes — mais les Annamites, qui comprensient, eux, de quel secours les chrétiens pouvaient et devalent être aux armes françaises, sacrifiaient tous ceux qu'ils pouvaient atteindre de ces concitoyens dont ils sentaient les intérêts si différents des leurs.

On sedoute peu en Erance ce qu'est un mission.

On se doute pou en France ce qu'est un missionnaire dans ces pays. Espatrié vers sa vingt-cinquieme
année au plus tard, ayant renoncé ab-olument en
principe, à jamais revoir son pays ou les siens, le
Père adopte littératement la terre qui le reçoit et les
hommes qui lui sont confiés; il cherche à élever les
àmes, certes, mais en même temps il devient le cluf
de ses chrétiens. C'est lui qui perfectionne les petites
industries, guide les cultures, en essaye de nouvelles;
qui veille à la réserve du riz, apaise les querelles,
rend la justice, et pourvoit, en même temps qu'au
saiut de ses ouailles, à leur sécurité.
C'est donc lui qui fait élever autour de son village
depetits retranchements dont il lui a même tracé le
plan; il choisit le poste où se tiendra le veilleur. Avec
les économies, il va à Hong-Kong acheter quelques
winchesters, le reste de la troupe devant se contenter
de lances ou d'arcs; et, au besoin, si le pays et le moment ne sont pas sûrs, il guide la petite patrouille

de lances ou d'arcs; et, au besoin, si le pays et le mo-ment ne sont pas surs, il guide la petite patrouille en armes qui couvre les travailleurs occupés sur les rivières, Vianne l'ennemi, le Père passe général: il coup de feu, dirige la déense, soigne les bles-fait : des émisseires vers les secours qui lui sés, envole : dupophables, puis tâche de tener. semblent le moins : de guang-Try ont résis-Cest ainsi que les trois : desents, fajaşnt des

sex, envoie semblent le moins.

"ea de Guang-Try ont résis-Cest ainsi que les trois i ... "Ageants, fajisant des té pendant un mois à leurs ass. "un les munissorties quand la faim pressait trop ou ..." télitions s'épuissient. Le trentième jour, jis fure... "té pied du l'bataillon... Il paraît qu'il était temps.

Vienne la disette, le Père même son troupeau à la chr sse. Vienne la paix, il rentre, modeste, à son presbytère, vivant de riz, de poisson et de quelque légumes indigénes, s'ingéniant a faire le bien dans un pays où il n'est guère productif.

C'est alors qu'on le rencontre, dans ses longues contraes à travers pays, coiffé d'un immense champignen blanc, couvert d'une longue robe noire d'étoff lège re qui laisse passer le pantalon de calicot blanc, et s'un allant soit en aampan, soit à cheval, vaquer aux de soir de son ministère, rentrant chez tous et surme ntant, voutes les répugnances.

Tous ont ent re eux des réaltions suivies : on voisine. Et c'est ainsi que, de hourgade en bourgade, arrivent aux plus élois de se de l'én distingués de la Chine et le l'Annam, Mgr Gaspar.

LA FRANCE & L'ALLEMAGNE

La diplomatie pontii icale est admirablement renseignée. Elle sait beaucoup et elle sait vite. M. de Bismarck lui-même est souvent devancé p'ar le Vatica n. Aussi doit-on attacher une série use importe noe aux jugements et aux pré visions des journaux catholiques de Rome sur les événements européens et sur la situat ion générale.

L' an de ces journaux, le Moniteur de Et ils ont préféré leur neuf mille francs france de la fierté d'ennoblir leurs derniers des s lequel il no 18 dit pourquoi une guerre demnité à la fierté d'ennoblir leurs derniers ours le la France et l'Aliemagne ne doit pas

être considérée comme immédiatement me-

« Les articles de la Gazette générale de l'Alle-magne du Nord et de la Gazette de Cologne contre la France ont souleve de nouveau la question des na rrance ont source us nouveau raquestion user rapports entre ces deux grandes tivales. La crise bavaroise est venue accentuer certaines appré-hensions. Voilà six mois que le monde politique est tenu en alerte par les feux d'artifice qui, de Berlin, partent en fusées sur le monde entier. > Y a-t-il là l'annonce d'une guerre prochaine

on d'une complication ? Nous ne le croyons pas. te gènic de M. de Bismarck, rève la solution paci-fique des problèmes quise posent en Europe. Quand il aura installé le prince de Bulgarie comme chef incontesté des Balkans, il espère n'avoir plus rien a craindre pour l'hégèmonie diplomatique de l'Al-lemagne. Il veut la paix parce que la paix est le meilleur agent de sa diplomatie et de l'équilibre de l'empire allemand. Il veut la paix, parce qu'il dèsire le maintien de la République en France, maintien qui consolide sa primauté et sa préponderance dans le monde.

» C'est pourquoi il paraîtra plus sage de n'at-tribuer à ces menaces périodiques qu'une gravité de second ordre. C'est dans un but prémidité que le gouvernement allemand épouvante çà et là l'Europe de ces coups de théâtre. M. de Bismarck craint trois causes en France: les d'Orléans, le radicalisme du général Boulanger et de Clèmencean et l'alliance anglaise. Ces trois cauchemars troublent la sérénité de son esprit, le jeu ingénieux de ses combinaisons. ses combinaisons.

»Partisan d'une communauté d'intérèts et d'idées entre la France et l'Angleterre, M. de Freycinet touche à un des points sensibles de sa diplomatie; ami du général Boulanger, qui a irrité le chanceami du general Boulanger, qui a l'irite le chance-lier avec sa loi sur l'espionnage, il semble favori-ser le mouvement qui va précipiter les solutions radicales et les appêtuts de la revanche, Voilà pourquoi les officieux allemands multiplient à certains moments, leurs monitoires fanumbules-ques. La presse n'est-elle pas, dans la pensée du Chancelier, qui compte plus avec l'opinion et la force qu'avec les idées et le sentiment, l'avant-carde de la dislamatie son avvillaire pristitérie.

force qu'avec les dées et le sentiment, l'avant garde de la diplomatie, son auxiliaire privilégié, sa servante boune à tous les emplois ?

> M. de Freycinet éviteraévidemment un choc. D'ailleurs, ce n'est pas l'expulsion des d'Orléans qui aurà attiré au cabinet les foudres de Berlin. L'exil du comte de Paris comble les désirs allemands. Il est évident que les démonstrations sympaths unes des cours de l'Europe pour la Maison Royale, à l'occasion du mariage de la princesse Amélie. n'étaient pas faites pour plaire au chef de la diplomatie. Ces empressements des familles réguantes, ce prestige où rayonnait le nom du comte de Paris; ces réceptions brillantes qui exercomte de Paris; ces réceptions brillantes qui exercoince de Paris, ces receptions brinantes qui exer-caient une attirance merveilleuse: toute ce'te sé-rie d'incidents avaient donné au descendant des rois de France une situation grandissante en Eu-rope. N'y avait-il pas là un danger? N'était-il pas àcraindre qu'à un moment donné la Maison de France n'exerçat une influeuce sérieuse sur cer-taince d'àciticas de albeitance Companyation de la marche.

France n'exerçàt une influence sérieuse sur certaines décisions de plusieurs Cours européeanes.

» Il faut bien le dire, l'avènement éventue du Comte de Paris au trône de ses pères serait l'événement le plus fatidique pour la politique générale du Chancelier. Sans doute, les d'Orléans ont des traditions de famille favorables à la paix. Le gouvernement de Juillet a été le règne le plus pacifique. M. le Comte de Paris représente éminemment l'esprit d'équilibre, le tact, l'horreur des guerres.

Mais n'est-il pas vral, aussi, que sa simple prèsence au gouvernement français provoque-rait un déplacement d'influences en Europe? Et ce désagrègement des forces actuelles ne porterait-il pas atteinte à l'hégémonie politique de l'Allemagne? Bien que le géniedu chancelier ne craigne

magne Z. Bien que le géniedu chancelier ne craigne pas ce danger, il le voit venir cependant et cherche à l'empé her.

> C'est pourquoi il sera bon de ne pas s'alarmer des tensions périodiques dans les rapports francoallemands. M. de Bismarck ne fera pas la guerre à la France, parce que la guerre serait le véhicule qui porterait le comte de Paris au trône de ses ancêtres.>

SENAT

(De nos correspondants particuliers et par FIL SPECIAL. Séance du Mardi 22 juin Présidence de M. LE ROYER, président

LA LOI DE PROSCRIPTION

Avant la seance

La droite a tonu une réunion avant la séance. M d'Audiffret-Pasquier a donné co cours qu'il prononcera. Tous les termes on ont été approuvés. Ce discours aura donc le caractère d'una animation qu'hier aux abords du Luxem-

ourg. Dans la salle; les tribunes sont pleines. Nous re-

ns la présence de l'ambas ministériel est complet. Discours de M. Marcou

A deux houres quinze, M. Marcou monte à la tri-bune au milieu de l'inattention générale. Le prési-dent s'efforce en vain d'obtenir le silence. L'orateur dit que l'exégution de la loi d'expulsion

evrait être complète.

M. Buffet. — Le mot exécution est bien. (Applau-M. Marcou dit que tout prince est un conspirateur

né pour conspirer jour et nuit. (Hilarité prolongée).
L'orateur soutient que la loi proposée est justifiée
par la seule possibilité que les princes peuvent sonpar la seule possibilité que les princes peuvent son-ger à renverser le gouvernement.

M. Marcou dit qu'une certaine presse verse tous les jours goutte à goutte une eau empoisonnée aur le rocher républicain pour le désagréger (Nouvelle et bruyante hilarité.)

Il dit will y a dans le pauple des trécors, de calène

bruyante hilarité.)

Il dit qu'il y a dans le peuple des trésors de colère qui éclateront si l'on continue à attaquer le gouver-

nement. L'orateur, absolument troublé par les rires, rem-place ses mots par des gostes désespérés.

Discours de M. Bardoux

M. Bardoux: Le discours que vous venez d'ententre me disponsera d'être long et est le meilleur
argument pour repousser le projet de loi. M. Marcou
a été jusqu'au bout de la logique. Il veut l'exécution
entière, il n'a pas besoin de faits précis, il se contente
de présomptions et nous a développé let eette doctrine
jacobine qui a dépossédé la France des plus nobles
têtes qu'elle possédait.

Adrien Dupont, exilé en vertu de cette doctine, di-sait en mourant: « Espérons que nos souffrances serviront à nos descendants et à lacause dela justice. En bien non il faut toujours recommencer et au bout de cent ans on viole encore le droit. M. Testelin: Alors les monarchies l'ont toujours

M. Testein: Alors les monarchies l'ont toujours violée.

M. Bardoux. — Je ne prendral jamais mes evemples dans la monarchie; il ne faut prendre dans le passé que des leçons.

On a confondu le droit de légitime défense et le droit qu'à chaque citoyen de ne pas être jugé sans être entendu. M. Julas Favre dissipa cette confusion dans un eloquent discours en 1879; il résumait son argumentation par ces mots: « Ce qu'il faut, c'est l'application de la loi par la justice. »

Je m'étonne que M. Clamageran ait été chercher des arguments dans les dispositions prises parle code en faveur des faibles. Avec des dispositions autorisant l'exil et la proscription, on enlève à la République la puissance que lui donnait la présence de tous ces princes réunis en France, comme jadis dans la fameuse hôtellerie dont parle Voltaire dans un de ses contes.

contes.

11 n'y a pas de souffrance plus grande que l'exil.
Ceux d'entre vous qui ont été exilés ne pourront pas
renouveler pour d'autres les supplices qu'ils ont endurés; je suis sûr qu'ils ont l'ame trop haute pour

uures; je suis sur qu'its ont l'ame trop naute pour cela.

M. Testelin: Ce ne sont pas quelques hommes, mais bien 100,000 citoyens.

M. Bardoux: J'al toujours protesté contre de pareilles mesures; sous l'Empire, j'ai défendu à la barre ceux qu'on poursuivait. Lorsqu'on soulève une question semblable, il faut être certain de l'opinion du pays; cette question n'a été soulevée que par le projet de loi.

jet de loi.

Le pays ne s'occupe pas d'un mariage fastueux, il s'occupe de la crise qui l'accable. Il vous demande d'y apporter un remède. Si le pays n'est pas passionné pour cette question, pourquoi la soulever? Pourquoi la soulever? Pourquoi agiter le pays si souvent? Espère-t-on en finir avec la question desprétendants?

On n'en finit pas, parce qu'avec un gouvernement d'opinion, les majorités n'en finissent jamais avec les minorités; if faut qu'elles les tolerent. On en finit en gouvernant bien et surtout en respectant la séparation des pouvoirs. Les proscriptions ne finissent rien.

rien.

Vous parlez de l'union du parti républicain; ne faites pas une loi de proscription; vous ne pouvez pas nous en vouloir d'avoir cherché à rattacher les conservateurs à la République; y arriverez-vous en fermant la porte ? On peut bien ne pas gouverner avec cette grande masse flottante; mais on ne peut gouverner contre elle. Quelle est done l'union que vous clas fairas l'union avec le parti exagéré.

veruer contre elle. Quelle est donc l'union que vous allez faire? l'union avec le parti exagéré.

Dans trois ans d'ici nous allons fêter l'anniversaire de 89. Voilà un siècle qu'on a promulgué les droîts de l'homme et du citoyen. Est-ce un moyen de fêter ce glorieux anniversaire que de faire marcher la République sans savoir où on la conduit? Yous allez imposer à la France un affront; pour ma part, je ne le lui infligerai pas (Applaudissements à droîte et sul centre).

Discours de M. de Freycinet

M. de Freycinet. — Les chaleureux accents de M. Bardoux ne doivent pas nous faire perdre de vue le projet qui nous est soumis. On lui a opposé des objections de principes et des objections de fait. L'objection de principe, car il n'y en a qu'une en réalité, est que le projet est contraire aux principes de la justice, aux principes que tout gouvernement doit respectigr.

justice, aux principes que tout gouvernement doit respecter.
L'histoire démontre que cette assertion est inexacte. M. Clamageran vous a parlé de cette règle permanente qui autorise tout gouvernement à se défondre contre ceux qui veulent détruire.
On vous a cité la proserpition des Bonaparte par les Bourbons, des Bourbons par les d'Orléans, des d'Orléans par la République de 1848, et les discussions que cette question a soulevées à plusieurs reprises.

En 1832, le principe que nous défendions a été dé-fendu par MM. de Rémusat, Thiers, Guizot, de Bro-

glic, Dupin ainé,

M. de Gavardie. - Il faut les imiter par leur bon M. de Gavardie. — Il faut les imiter par leur bon côté.

M. de Freycinet. — Tout gouvernement sérieux ne peut supporter, comme le disait M. Thiers, la personnification et l'espérance d'un autre gouvernement qui aspire à se substituer à lui et fait naitre dans l'esprit des populations l'idée que le gouvernement établi est faible et précaire. Le gouvernement s'est conformé à uce nécessité primordiale qui s'impose à tous les gouvernements.

On me dit: en 1871, on a rapporté les lois d'exil, et M. Jules Simon disait: en 1871 la République n'était qu'un gouvernement de fait, elle pouvait laisser revenir les prétendants. L'assemblée qui était monarchique les considérait comme une espérance.

Depuis 1871 on a dit: Un des grands honneurs de

Depuis 1871 on a dit: Un des grande honneurs de la République a étà de pouvoir vivre en supportant sur son territoire des prétendants; mais depuis 1871 les véritables prétendants n'étaient pas sur le territoire de la République. Le véritable chef de la monarchie était le comte de Chambord qui vivait hors de France. Il comprenait que lorsqu'on veut réclamer son droit au trône de France, il ne faut pas demander l'hospitalité de la République.

Jo ne conteste pas à ceux qui veulent rétablir la monarchie de travailler à la réalisation de leurs espérances; mais le jour où les princes veulent prendre

monarchie de travailler à la réalisation de leura es-pérances; mais le jour où les princes veulent prendre cette attitude, ils doivent finiter le comte de Cham-bord. La République peut-elle dire aux princes: Nous vous laissons libres de travailler au renverse-ment du gouvernement? » Y a-t-il un gouvernement quelconque qui puisse tolérer un pareil état de cho-ses? Non, pareille idée n'a jamais pu veair à aucun gouvernement; même en 1871, les lois d'exil n'au-raient pas été abrogées al les princes avaient mani-lesté de telles espérances. J'arrive aux objections de fait. On a dit que l'ébof-gnement des princes ne î nous débarrasserait pas des comités, des associations de tout genre qui travail-lent à renverser le gouvernement. Assurément non; pour résister à cette action, il faut d'abord l'union du parti républicain, celul-ci s'est divisé trop tôt.

pour résister à cette action, il faut d'abord l'union du parti républicain, celui-ci s'est divisé trop tôt. Il ne peut y avoir deux partis républicains sedispen-tant le pouvoir, à un moment où un troisième parti-est prôt à profiter de leurs divisions. Il faut que ces-divisions disparaissent, ce qui ne veut pas dire qu'il faille céder aux réclamations des partis extrêmes. C'est moi qui al pris l'initiative de ce projet, comme j'avais promis, il y a trois mois, de le faire quaud je le croirais nécessaire. J'ai tout fait pour l'éloigner, j'ai tout fait pour empêcher de lui donner une rigueur-trop grande; le rôle du gouvernement a donc été mo-dérateur.

dérateur.

On nous a dit que nous réservons notre indulgence
pour les partis avancés. Qu'on cite donc de faits. Ai
contraire, nous avons en toute circonstance déploy
la plus grande énergle contre eux. (Protestations
droité.) Jamais l'ordre n'a été maintenu avec plus d force.

Une voix à droite. — Même à Decazeville!

M. de Freycicet. — Surtout à Decazeville et
jaccepteral le débat sur ce point quand vous les
voudrez. Oui, j'affirme que nous avons maintenu

Avez-vous eu en France le contre-coup de ce qui

Avez-vous eu de l'rea, avez-vous eu la reproduction des troubles de Belgique et d'Angleterre ? L'an'aiver-saire de la Commune s'est passé sans que voy's vous